Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Greenpeace-revient-a-la-charge

9 juillet 2013

Greenpeace revient à la charge

Source : Le Quotidien

https://www.lequotidien.lu/politique-et-societe/46534.html

Greenpeace revient à la charge

2013-07-09 09:03:00

Les militants de Greenpeace ont notamment dénoncé le double-jeu pratiqué par le gouvernement dans la construction de cette ligne haute tension.

L'association a une nouvelle fois manifesté hier contre la ligne haute tension qui va permettre l'importation d'électricité nucléaire dans le réseau luxembourgeois.

De notre journaliste
David Marques

Le bras de fer dure depuis 2005. Même si les travaux se trouvent depuis dans leur dernière ligne droite, Greenpeace n'est pas prêt à baisser les bras. En attendant un nouveau jugement du Tribunal administratif, qui ne va en principe pas tomber avant 2014, l'association espère toujours un revirement de la situation.

L'action était une nouvelle fois spectaculaire. Hier, dès 6 h, une quinzaine de militants de Greenpeace ont envahi les alentours du chantier de construction de la ligne à haute tension de Sotel, arrivée aux abords de Belval. Greenpeace avait décidé d'installer un centre d'information sur l'énergie nucléaire en forme d'un immense fût nucléaire jaune. « Ce nouveau centre d'information est un symbole de notre opposition à l'importation de l'énergie nucléaire au Luxembourg », a déclaré hier matin Roger Spautz, directeur des campagnes « énergie et nucléaires » de l'ONG.

L'importation d'énergie nucléaire n'est qu'une des craintes de Greenpeace concernant cette ligne. Dès 2005, l'association de défense de l'environnement avait attiré l'attention sur le fait que la ligne souterraine passe par une zone de réserve naturelle, située près de Differdange. Une première interruption du chantier avait été décidée suite à une plainte de Greenpeace devant le Tribunal administratif.

Même si le chantier a pu être retardé, la construction de la ligne a avancé par la suite jusqu'à Sanem, où des habitants concernés ont manifesté ensemble avec Greenpeace contre le tracé de la ligne, situé trop près de leurs habitations. En 2010, le bourgmestre de Sanem, Georges Engel (LSAP), avait dans un premier temps refusé d'accorder une autorisation de construction. Suite à un recours de Sotel devant la Cour administrative, le bourgmestre a changé d'avis et finalement accordé l'autorisation. « Entre-temps, il ne manque plus que 300 ou 400 m pour achever les travaux. On a bien introduit un recours contre cette autorisation de construire, mais ce dernier n'est pas suspensif. Les travaux continuent donc à avancer et un jugement n'est à prévoir que dans un an », a expliqué hier Roger Spautz.

Un homme agressé

Confronté à cette situation, Greenpeace a donc décidé de revenir à la charge. Le fût nucléaire installé hier matin était destiné au départ à coordonner les activités de Greenpeace contre le nucléaire et l'importation d'énergie nucléaire. « Le deuxième objectif était d'informer les habitants sur les risques liés à la ligne très haute tension litigieuse de la société Sotel », précise Roger Spautz.

L'action a cependant été entachée par deux incidents. Selon Greenpeace, un habitant qui s'apprêtait à rentrer chez lui s'est fait renverser vers 8 h 30 par un responsable du chantier alors que cet homme n'était nullement impliqué dans la manifestation pacifique. Les militants ont pris l'homme blessé en charge alors que la police est intervenue sur les lieux pour dresser un procès-verbal.

L'action de Greenpeace proprement dite a pris fin hier dans le courant de l'après-midi.

« On a décidé de plier bagage vers 15 h suite à une ordonnance du parquet de Luxembourg », note Roger Spautz.

Même si elle était courte, cette action a permis de replacer dans l'actualité un dossier dont l'issue reste incertaine. Greenpeace espère toujours que la commune de Sanem et son bourgmestre, Georges Engel, reviennent sur leur décision afin de « s'engager contre le nucléaire et pour l protection des habitants ».

Il en va de même pour le gouvernement, qui s'est toujours dit favorable à cette ligne, qualifiée de vitale pour la survie d'ArcelorMittal à Belval. « Cautionner l'importation d'électricité nucléaire à partir de la France remet en question la crédibilité de la politique antinucléaire du gouvernement qui demande d'un côté la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom et d'un autre côté favorise l'importation d'énergie nucléaire », conclut Roger Spautz.